

La direction a rendu ses premières propositions.

Elles sont très en deçà de l'inflation et des attentes des salariés.

Pour rappel, la France affiche un taux d'inflation de 7.1% sur un an en octobre, la CGT revendique 7% d'augmentation, la direction en propose la moitié.

L'entreprise demande aux salariés, cette année encore, de perdre du pouvoir d'achat. **C'est inacceptable.**

Pour les 15% les plus modestes (salaire brut annuel inférieur à 35 k€), la direction propose 2% en collectif et 2.5% en individuel. **Soit 2% de perte de pouvoir d'achat.**

Pour les 30% moins modestes (salaire brut annuel entre 35 k€ et 45k€), la direction propose 1% en collectif et 3% en individuel. **Soit 2.5% de perte de pouvoir d'achat.**

Pour les rémunérations supérieures à 45k€, soit environ 55% des salariés, la direction propose 0% en collectif et 3% en individuel. **Soit 3% de perte de pouvoir d'achat.**

La CGT demande la revalorisation de l'indemnité TTV eu égard à l'augmentation du coût du chauffage. **La direction refuse.**

Quelques revalorisations sont à l'ordre du jour :

- Le ticket restaurant à 9,87 € (5,92 € employeur / 3,95 € salarié), la prime absence cantine à 5,92 €.
- Une revalorisation de la participation employeur au RIE de Toulouse à 6,44 €.
- Les nuits d'hôtel à 135 € en Ile de France et 123€ en région et DTOM. Pas de revalorisation des repas. La CGT demande 150 € par nuit, 28 € par repas et 7,5 € pour le petit déjeuner.

La direction introduit dans la NAO la notion d'abondement du PERECO, qui permet aux salariés en capacité d'épargner de se construire une retraite par capitalisation au détriment de la retraite par répartition. La CGT demande que cette mesure fasse l'objet d'un avenant à l'accord actuel et de pas l'intégrer à la NAO.

La CGT voulait faire d'autres suggestions comme une prime pour les travailleurs en sous-sol (ex TFL), une prime pour les travailleurs sur écrans multiples ou murs d'image, une majoration des heures de travail dans les pylônes ou sur les terrasses.

L'avarice des propositions de la direction nous en a dissuadé...

En l'état, il est impossible pour la CGT d'envisager une signature.

Il reste une réunion le 14 décembre.

Faudra-t-il stopper le travail pour que les salariés soient entendus ?

